



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**APPEL D'OFFRES OUVERT
ARTICLES L. 2124-2, R. 2124-2 1° ET R. 2161-2 A R. 2161-5
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**ASSISTANCE TECHNIQUE EN RESTAURATION, FOURNITURE DE
PRODUITS ET DE DENREES ALIMENTAIRES ET
APPROVISIONNEMENT EN REPAS**

CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI

Route de Cambrai
B.P. 10740
59507 DOUAI Cedex

CENTRE HOSPITALIER DE SOMAIN

61 B, rue Joseph Bouliez
B.P. 19
59490 SOMAIN

SOMMAIRE

Article 1 - Dispositions générales du marché public.....	3
1.1 - Objet du marché public.....	3
1.3 - Procédure	4
1.4 - Type de marché.....	4
1.5 - Options (au sens communautaire)	5
1.7 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
1.7.1. Emission des commandes	5
1.7.2. Modification d'un bon de commande	6
1.7.3. Emission des commandes	6
Article 2 - Pièces contractuelles	6
Article 3 - Confidentialité	7
Article 4 - Durée d'exécution	7
4.1 - Durée.....	7
4.2 - Reconduction	7
Article 5 - Prix.....	7
5.1 - Répartition des paiements.....	7
5.2 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
5.3 - Modalités de variation des prix.....	8
5.4 - Révision exceptionnelle – Imprévision	9
5.4.1 Obligation d'information	9
5.4.2 Modalités de poursuite du contrat.....	10
5.4.3 La suspension du contrat.....	10
5.4.4 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du contrat	10
5.4.5 Prolongation du marché public	11
Article 6 - Garanties financières.....	11
Article 7 - Avance.....	11
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	11
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	11
Article 8 - Modalités de règlement des comptes	11
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	11
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
8.3 - Délai global de paiement	13
8.4 - Paiement des cotraitants	13
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	14
Article 9 - Conditions d'exécution des prestations.....	14
Article 10 - Constatation de l'exécution des prestations.....	14
Article 11 - Pénalités.....	15
Article 12 - Assurances	15
Article 13 - Résiliation du marché public	15
13.1 - Conditions de résiliation du marché public	15
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	16
Article 14 – Protection des données à caractère personnel	16
Article 15 - Règlement des litiges et langues	19
Article 16 - Dérogations	19

Article 1 - Dispositions générales du marché public

1.1 - Objet du marché public

La présente consultation a pour objet :

« ASSISTANCE TECHNIQUE EN RESTAURATION, FOURNITURE DE PRODUITS ET DE DENREES ALIMENTAIRES ET APPROVISIONNEMENT EN REPAS »

La description de chaque produit et les spécifications techniques correspondantes sont indiquées dans le Cahier des Clauses Technique Particulières (CCTP), ainsi qu'au sein des annexes à l'Acte d'engagement suivantes :

- Annexe n°1 à l'Acte d'Engagement (AE) : « Annexe financière – Lot 1 – CH de Somain »
- Annexe n°2 à l'Acte d'Engagement (AE) : « Annexe financière – Lot 2 – CH de Douai »
- Annexe n°3 à l'Acte d'Engagement (AE) : « Annexe financière – Lot 2 – CH de Somain »

Lieux d'exécution :

<u>Etablissement support :</u>	<u>Etablissement partie :</u>
CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI Route de Cambrai – B.P. 10740 59507 DOUAI Cedex	CENTRE HOSPITALIER DE SOMAIN 61 B, rue Joseph Bouliez – B.P. 19 59490 SOMAIN

1.2 - Décomposition de la consultation

Le marché public est décomposé en **2 lots**, de la façon suivante :

Lot	Intitulé
1	<p>Assistance technique pour l'exploitation de la cuisine et approvisionnement en produits et denrées alimentaires pour le Centre hospitalier de Somain.</p> <p>La prestation comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- La gestion et la fourniture des approvisionnements ;- L'organisation générale de la fonction restauration comportant notamment l'encadrement des effectifs de cuisine du Centre hospitalier de Somain ;- L'assistance qualité et gestion des risques ; <p>Ces prestations sont à exécuter sur le site du Centre hospitalier de Somain (61 bis, rue Joseph Bouliez – 59490 SOMAIN).</p> <p>Le lot n°1 ne concerne que le Centre hospitalier de Somain, établissement partie du groupement hospitalier de territoire (GHT) du Douaisis.</p>

2	<p>Fabrication et livraison de « plateaux repas » en mode liaison froide pour les établissements appartenant au groupement hospitalier de territoire (GHT) du Douaisis.</p> <p>La fabrication et la livraison de « plateaux repas » en mode liaison froide est réalisée par les soins et dans les locaux du candidat retenu.</p> <p><u>Sites concernés :</u></p> <p>Centre hospitalier de Somain, avec deux sites annexes situés : - Hôpital de jour (20 places) – 28, rue du Président Wilson – 59490 SOMAIN ; - Hôpital de jour (10 places) – 16, rue Edmond Simon – 59490 SOMAIN.</p> <p>Pour le Centre hospitalier de Somain, la prestation comporte en sus des approvisionnements en "vivres crus" selon le détail décrit dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) : café / sucre / lait.</p> <p>Centre hospitalier de Douai, avec trois sites annexes situés : - Hôpital de jour pédopsychiatrique (12 places) – 283, rue des Wetz – 59500 DOUAI ; - Hôpital de jour psychiatrique "Caudel" (25 places) – 55 Rue du pont des Pierres – 59500 DOUAI ; - Appartement thérapeutique (6 places) – 124, boulevard de la République – 59500 DOUAI.</p>
---	--

Chaque lot fait l'objet d'un marché public attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Procédure

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.4 - Type de marché

Il s'agit d'un marché public mixte, traité à prix global et forfaitaire (prévisible) et prix unitaire (non prévisible).

Pour le lot 1 (partie prévisible), l'accord cadre est traité à prix global et forfaitaire, conformément à l'annexe n°1 à l'Acte d'Engagement (AE) : « Annexe financière – Lot 1 – CH de Somain ».

Pour le lot 2 (partie non prévisible), l'accord cadre est passé à bons de commande sans montant minimum mais avec un montant maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, et conformément aux annexes suivantes :



- Annexe n°2 à l'Acte d'Engagement (AE) : « Annexe financière – Lot 2 – CH de Douai »
- Annexe n°3 à l'Acte d'Engagement (AE) : « Annexe financière – Lot 2 – CH de Somain »

Montant maximum :

2 800 000 € H.T. pour toute la durée de validité du marché public et pour l'ensemble des lots, décomposé de la manière suivante :

- **Lot 1 : 2 400 000 euros H.T pour toute la durée de validité du marché public**
- **Lot 2 : 400 000 euros H.T pour toute la durée de validité du marché public**

1.5 - Options (au sens communautaire)

-  Le pouvoir adjudicateur se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (article L. 2194-2 du code de la commande publique) ;
-  Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.









1.7 - Conditions d'attribution des bons de commande

1.7.1. Emission des commandes

Les bons de commande sont émis par le pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure de ses besoins.

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande peut être faite par courriel ou télécopie. La date de réception du courriel ou de la télécopie fait courir les délais d'exécution.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

-  Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
-  La date et le numéro du marché public ;
-  La date et le numéro du bon de commande ;
-  Les délais laissés au titulaire, le cas échéant, pour formuler ses observations ;
-  Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
-  Les lieux de livraison des prestations ;
-  Le montant du bon de commande ;
-  La nature et la description des fournitures à livrer.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché public. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché public.

Le pouvoir adjudicateur ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché public se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

Les fournitures font l'objet de l'émission d'un bon de commande qui détermine le délai de livraison applicable.

Le délai d'exécution de chaque commande part à compter de la date de notification du bon de commande correspondant. La date d'expiration de ce délai est la date de livraison dans les locaux du Centre Hospitalier de Douai désignés sur le bon de commande correspondant.

Le titulaire est engagé contractuellement par ce délai.

En cas d'empêchement ou de retard, le titulaire est tenu d'informer le représentant du Centre Hospitalier de Douai afin de déterminer une solution commune pour la livraison des fournitures, dans les conditions de l'article 13-3 du CCAG-FCS.

Les indications portées sur le bon de commande s'imposent impérativement au titulaire. Si ce dernier n'est pas en mesure de satisfaire l'une de ces exigences (qualité, quantité, délai de livraison...), il doit en aviser le représentant du pouvoir adjudicateur dans les 48 heures maximum après réception du bon de commande. Ce délai écoulé, la commande est réputée acceptée par le titulaire.

1.7.2. Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

1.7.3. Emission des commandes

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.




Article 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché public sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- ✚ L'Acte d'Engagement (AE) ;
- ✚ L'Annexe n°1 à l'Acte d'Engagement (AE) : « Annexe financière – Lot 1 – CH de Somain »
- ✚ L'Annexe n°2 à l'Acte d'Engagement (AE) : « Annexe financière – Lot 2 – CH de Douai »
- ✚ L'Annexe n°3 à l'Acte d'Engagement (AE) : « Annexe financière – Lot 2 – CH de Somain »
- ✚ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ✚ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- ✚ L'annexe n°1 au CCTP « ETABLISSEMENT DES MENUS » ;
- ✚ L'annexe n°2 au CCTP : « LISTE DES REGIMES ET TEXTURES » ;
- ✚ L'annexe n°3 au CCTP : « APPORTS NUTRITIONNELS EN GERIATRIE » ;
- ✚ L'annexe n°4 au CCTP : « RECENSEMENT DE L'ACTIVITE RESTAURATION » ;
- ✚ L'annexe n°5 au CCTP : « TABLEAU DES GRAMMAGES REFERENCE GEM RCN » ;
- ✚ L'annexe n°6 au CCTP : « QUALITE DES DENREES ALIMENTAIRES » ;
- ✚ L'annexe n°7 au CCTP : « MENUS »
- ✚ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30/03/2021
- ✚ L'attestation de visite ;
- ✚ La fiche de renseignements sur le fournisseur ;
- ✚ Le relevé d'identité bancaire (RIB).

Obligations du titulaire :

Le titulaire se doit d'informer dans les plus brefs délais le pouvoir adjudicateur de tout changement concernant :

-  Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
-  Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué dans le présent marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
-  Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou d'un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. À défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

Article 3 - Confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Article 4 - Durée d'exécution

4.1 - Durée

Le marché public est conclu pour une période ferme de 4 ans, à compter du :

- Pour le lot 1, l'exécution des prestations débutera à compter de la date figurant dans l'ordre de service émis par le pouvoir adjudicateur suite à la notification du marché public.
- Pour le lot 2, à compter du **01/11/2025 (ou à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure)**.

4.2 - Reconduction

Sans objet




Article 5 - Prix

5.1 - Répartition des paiements

L'Acte d'Engagement (AE) indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants éventuels.

5.2 - Caractéristiques des prix pratiqués

Pour chaque lot, les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement (AE) et des annexes suivantes :

-  L'Annexe n°1 à l'Acte d'Engagement (AE) : « Annexe financière – Lot 1 – CH de Somain »
-  L'Annexe n°2 à l'Acte d'Engagement (AE) : « Annexe financière – Lot 2 – CH de Douai »
-  L'Annexe n°3 à l'Acte d'Engagement (AE) : « Annexe financière – Lot 2 – CH de Somain »

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations faisant l'objet du présent marché public et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution desdites prestations.





Les modalités de règlement des comptes sont les suivantes :

Facturation mensuelle à terme échu.

Prix promotionnels :

Le titulaire s'engage, au cours de l'exécution du marché public, à informer le pouvoir adjudicateur des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer et à lui en faire bénéficier.

Il s'engage ainsi à communiquer par courrier ou courriel ou télécopie, dont le pouvoir adjudicateur accusera réception :

-  Le numéro du marché public concerné ;
-  Les produits concernés par la promotion ;
-  La durée de l'offre promotionnelle ;
-  Les prix modifiés par la promotion.

Ces prix s'appliquent aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultants de l'application des clauses du marché public.

5.3 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du marché public sont révisables annuellement, à chaque date anniversaire (correspondant à la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des prestations), par application aux prix du marché public d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
1	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [001765067 (n) / 001765067 (o)]$	L'index de référence I, publiés par l'INSEE : http://www.indices.insee.fr
2	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [001765067 (n) / 001765067 (o)]$	L'index de référence I, publiés par l'INSEE : http://www.indices.insee.fr

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Io : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- In : valeur de l'index de référence au mois n.

Le mois « n » retenu pour chaque révision est le mois qui précède celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables pendant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence I, publiés par l'INSEE : <http://www.indices.insee.fr>, est l'index 001765067 indice des prix à la consommation « repas dans un restaurant d'entreprise ou d'administration » appliqué aux prix du marché public, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
1	001765067	Indice annuel des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 11.1.2.0.2 - Repas dans un restaurant d'entreprise ou d'administration.
2	001765067	Indice annuel des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 11.1.2.0.2 - Repas dans un restaurant d'entreprise ou d'administration.

Toutefois, il est à noter que les prix doivent rester fermes durant la première année d'exécution du marché public.

Le titulaire du marché public s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 2 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Clause limitative dite "butoir" : L'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement (rabais déduit) sera limitée à une augmentation de **2,0** % maximum par an.

Clause limitative dite "de sauvegarde" : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché public à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à **2,0** % par an.

Les nouveaux tarifs doivent être adressés à la cellule des marchés publics, sous la forme des annexes financières initiales et doit mentionner le numéro du marché public concerné.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de solliciter l'avis de la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (D.R.C.C.R.F.).

5.4 - Révision exceptionnelle – Imprévision

5.4.1 Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution qui ne pouvait être prévu au moment de la conclusion du contrat de par sa nature ou son ampleur, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

5.4.2 Modalités de poursuite du contrat

Les parties pourront convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du contrat strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

5.4.3 La suspension du contrat

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de l'évènement imprévisible, le pouvoir adjudicateur peut décider de suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

5.4.4 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du contrat

Le titulaire du marché public pourra formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du contrat. A ce titre, il devra produire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat, du fait de la poursuite de l'exécution du contrat, dans les conditions de l'offre initiale malgré les éventuelles modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

Il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.



Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix du marché public, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché public dûment justifié. La durée de la modification sera précisée dans chaque avenant.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

-  Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché public demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le pouvoir adjudicateur,
-  Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter les prestations pour les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

5.4.5 Prolongation du marché public

Si le présent marché public arrive à terme pendant la période de survenance de l'événement, il pourra être prolongé par voie d'avenant, au-delà de la durée du marché public prévue au présent CCAP, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

Article 6 - Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 7 - Avance

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'Acte d'Engagement (AE).

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du marché public si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché public divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des services livrés par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du marché public. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.






Article 8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

-  Le nom ou la raison sociale du créancier ;
-  Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
-  Le cas échéant, le numéro de SIRET ;
-  Le numéro du compte bancaire ou postal ;
-  Le numéro du marché public ;

- ✚ La désignation de l'organisme débiteur ;
- ✚ La date d'exécution des prestations ;
- ✚ Le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- ✚ Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- ✚ Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables (directement liés au marché) ;
- ✚ Le montant total TTC des prestations exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- ✚ La date de facturation ;
- ✚ En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- ✚ Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché public ;
- ✚ La mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du code de la sécurité sociale.
- ✚ En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT.

Les demandes de paiement doivent être adressées électroniquement à l'établissement suivant :

<u>Etablissement support :</u>	<u>Etablissement partie :</u>
CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI Route de Cambrai – B.P. 10740 59507 DOUAI Cedex	CENTRE HOSPITALIER DE SOMAIN 61 B, rue Joseph Bouliez – B.P. 19 59490 SOMAIN

Toute facture non conforme aux dispositions figurant ci-dessus sera automatiquement retournée à son auteur et ne fera l'objet d'aucun paiement.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

L'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique doit passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de

la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite du pouvoir adjudicateur, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Code service « CHORUS » pour les prestations destinées au Centre Hospitalier de Somain : FINANCES

Code service « CHORUS » pour les prestations destinées au Centre Hospitalier de Douai : DPALSE

8.3 - Délai global de paiement

Le paiement se fait par mandat administratif.

Le présent marché public est financé sur les budgets propres du Centre Hospitalier de Douai et du Centre Hospitalier de Somain, chacun pour les prestations qui le concernent.

Pour chaque lot, les sommes dues au titulaire sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Changement de taxes :

Il sera tenu compte au titulaire ou au pouvoir adjudicateur, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

Nantissement :

Le titulaire peut donner son contrat en nantissement. En ce cas, le pouvoir adjudicateur est habilité à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur l'Acte d'Engagement (AE) du marché public à nantir (conformément à l'article L. 2191-8 du code de la commande publique) ou à fournir un certificat de cessibilité de créance (NOTI 6).

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'Acte d'Engagement (AE).

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché public, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché public (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché public).

Les conditions d'exécution des prestations sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Le titulaire est tenu par une obligation de résultats.

Article 10 - Constatation de l'exécution des prestations

Les prestations faisant l'objet du marché public sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations contractuelles, conformément aux articles 22 à 25 du CCAG-FCS.

Les opérations de commande ainsi que la vérification quantitative et qualitative de réception et de stockage des denrées livrées sont assurées par le chef gérant.

Le titulaire répond de la qualité des denrées et produits livrés jusqu'à entière consommation et demeure responsable des avaries éventuelles.

Les analyses bactériologiques sont à la charge du titulaire.

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

Article 11 - Pénalités

Lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 1.0/1000 du montant TTC annuel du lot concerné, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Article 12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 5 jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 13 - Résiliation du marché public

13.1 - Conditions de résiliation du marché public

Les conditions de résiliation du marché public sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.



En cas de résiliation du marché public pour motif d'intérêt général par le Centre Hospitalier de Douai, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique du marché public sera résilié aux torts du titulaire.

Le Centre Hospitalier de Douai se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Exécution aux frais et risques :

Le Centre Hospitalier de Douai se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire :

-  En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard ;
-  En cas de résiliation du marché public pour faute du titulaire prononcé par le Centre Hospitalier de Douai. Dans ce cas, la décision de résiliation doit avoir prévu qu'il sera pourvu à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public, aux frais et risques du titulaire. Le titulaire n'est pas admis à prendre part, directement ou indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge de ce dernier. La diminution éventuelle des dépenses ne lui profite pas.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Centre Hospitalier de Douai par le titulaire du marché public. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

Le Centre Hospitalier de Douai adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché public est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché public, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 14 – Protection des données à caractère personnel

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

14.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Centre hospitalier de Douai et du Centre Hospitalier de Somain les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet de l'accord-cadre.

14.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;
- Traiter les données conformément aux instructions du Centre hospitalier de Douai et du Centre Hospitalier de Somain ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées au cours de l'exécution de l'accord-cadre ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union européenne ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en

informe immédiatement le Centre hospitalier de Douai et/ou le Centre Hospitalier de Somain. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer le Centre hospitalier de Douai et/ou le Centre Hospitalier de Somain avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

14.2.1. Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le Centre hospitalier de Douai et/ou le Centre Hospitalier de Somain de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Le Centre hospitalier de Douai et/ou le Centre Hospitalier de Somain disposent d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si le Centre hospitalier de Douai et/ou le Centre Hospitalier de Somain n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations de l'accord-cadre pour le compte et selon les instructions du Centre hospitalier de Douai et/ou le Centre Hospitalier de Somain. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le Centre hospitalier de Douai et/ou le Centre Hospitalier de Somain de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

14.2.2. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au Centre hospitalier de Douai et/ou le Centre Hospitalier de Somain de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

14.2.3. Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide le Centre hospitalier de Douai et/ou le Centre Hospitalier de Somain à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@ch-douai.fr

14.2.4. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au Centre hospitalier de Douai et/ou au Centre Hospitalier de Somain toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par voie électronique, à l'adresse mentionnée ci-avant.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Centre hospitalier de Douai, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord du Centre hospitalier de Douai et/ou du Centre Hospitalier de Somain, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du Centre hospitalier de Douai et/ou du Centre Hospitalier de Somain, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du Centre hospitalier de Douai et/ou du Centre Hospitalier de Somain, le titulaire communique, au nom et pour le compte du Centre hospitalier de Douai et/ou du Centre Hospitalier de Somain la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

14.2.5. Aide du titulaire dans le cadre du respect par le Centre hospitalier de Douai de ses obligations

Le titulaire aide le Centre hospitalier de Douai et/ou le Centre Hospitalier de Somain pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

14.2.6. Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

14.2.7. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

14.2.8. Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au Centre hospitalier de Douai et/ou le Centre Hospitalier de Somain le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

14.2.9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Centre hospitalier de Douai et/ou pour celui du Centre Hospitalier de Somain comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du Centre hospitalier de Douai et/ou du Centre Hospitalier de Somain ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

14.2.10. Documentation



Le titulaire met à la disposition du Centre hospitalier de Douai et/ou du Centre Hospitalier de Somain, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Centre hospitalier de Douai ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Article 15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 16 - Dérogations

-  L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;
-  L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.